



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 11ème législature

### Internet

Question écrite n° 70947

#### Texte de la question

M. Jean Roatta attire l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur les errements du site Internet « [tasante.com](http://tasante.com) ». En effet, la très honorable et respectée institution que constitue le ministère de la santé malheureusement se confond aujourd'hui dans la mise en place d'un site assimilant malencontreusement la nécessaire information des adolescents sur une question aussi sensible que la sexualité avec une curieuse incitation à la découverte d'horizons permissifs et ce avec une insigne maladresse qui n'a d'égale que l'indécence. Ainsi, une idée originellement originale se transforme en un vulgaire catalogue libertaire niant toute place à la morale ou à l'éthique. Tout excès est condamnable, le contenu de ce site se doit de faire l'objet d'une profonde reconsidération. Aussi, il souhaiterait connaître les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour que cette atterrante anomalie soit diligemment effacée.

#### Texte de la réponse

Afin d'informer les adolescents sur les risques particuliers de santé publique qui les concernent, la direction générale de la santé (division SIDA) et le Comité français d'éducation pour la santé ont recherché des canaux de communication appropriés. Le ministre a ainsi fait appel au site Internet « [tasante.com](http://tasante.com) ». Trois « dossiers » ont été préparés : « prévention SIDA », « accidents domestiques et dangers liés à la pratique du roller » et « tabac ». Le contenu de chacun de ces trois dossiers pour lesquels un financement a été octroyé sur le budget de l'Etat (300 000 francs au titre de l'exercice 2000) a été validé par le ministère. En dehors de ces partenariats thématiques ponctuels, le ministère n'est pas responsable du contenu éditorial de ce site. La présence du logo du ministère, en tant que partenaire, sur la page d'accueil du site ayant pu laisser à penser que l'administration sanitaire et sociale cautionnait l'information qui y est délivrée, il a été demandé au site [tasante.com](http://tasante.com) de retirer celui-ci, ce qu'il a fait. De façon plus générale, les sites Internet consacrés à la santé se multiplient. De nombreux services médicaux virtuels sont aujourd'hui proposés à destination du grand public : publication d'informations médicales, avis médicaux en ligne, gestion de données personnelles de santé, etc. Le constat partagé par tous les acteurs est que le domaine particulier de la e-santé se développe avec une grande hétérogénéité dans la qualité des informations et des services proposés. Or, pour l'internaute, il n'existe pas de repère clair lui permettant de juger de la qualité de ce qu'il consulte ou des services qu'il utilise. C'est pourquoi sensible à la qualité des informations de santé diffusées sur Internet, le ministère chargé de la santé en collaboration avec les ordres professionnels et plus particulièrement avec l'ordre national des médecins a lancé, dès le printemps 2000, le projet « qualité des sites e-santé ». Ce projet a notamment pour objectifs de dégager un référentiel qualité qui permettra à l'internaute de se faire lui-même une opinion sur la qualité des sites Internet qu'il consulte et d'assurer à l'usager que les sites qui se réclament de ces règles les respectent bien. Enfin, le Conseil économique et social a été saisi d'une demande d'avis sur l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le domaine de la santé, et notamment sur la qualité des sites santé. Cet avis devrait être rendu au premier trimestre 2002.

#### Données clés

Auteur : [M. Jean Roatta](#)

**Circonscription** : Bouches-du-Rhône (3<sup>e</sup> circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 70947

**Rubrique** : Télécommunications

**Ministère interrogé** : santé

**Ministère attributaire** : santé

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

**Question publiée le** : 24 décembre 2001, page 7380

**Réponse publiée le** : 4 février 2002, page 615